

L'expression des attentes et des besoins des usagers de crack

Marie Jauffret-Rousteide / sociologue, Inserm, centre d'Étude des mouvements sociaux, EHESS

Au-delà du bruit médiatique autour du crack en Île-de-France, quelles sont les demandes des usagers ? Peu audibles, elles esquisSENT pourtant des pistes pour de nouvelles actions de réduction des risques, plus globales et moins centrées sur la prévention des risques infectieux.

Le crack a été l'objet d'une attention médiatique très importante ces dernières années qui s'est accentuée très récemment avec l'épisode des jardins d'Éole puis de l'évacuation des usagers vers Aubervilliers en septembre 2020¹. Cette question du crack n'est pas nouvelle, car

des écrits avaient identifié la présence du crack dès les années 1980 dans le nord-est parisien².

Dans la controverse médiatique récente, c'est la présence et la visibilité des usagers de crack dans l'espace public qui a suscité des tensions et soulevé des débats quant à son mode de gestion. Des politiques se sont largement exprimés dans les médias³ et certains ont émis des avis sur le meilleur mode de prise en charge des usagers de drogues à promouvoir, en privilégiant pour certains politiques tels que Valérie Pécresse, présidente de la région Île-de-France,

« la désintoxication forcée » et pour d'autres, tels qu'Anne Souyris, adjointe en charge des questions de santé et de réduction des risques à la ville de Paris, une « approche intégrée » centrée sur la réduction des risques.

Ce discours médiatique a laissé peu de place à l'expression des attentes et des besoins en matière de prise en charge par les usagers de

crack eux-mêmes. Interroger les personnes concernées sur les modes de prise en charge et de réduction des risques à promouvoir, c'est la démarche que nous avons initiée dans le cadre du plan Crack⁴. Nous avons mené une recherche ethnographique intitulée « Crack en Île-de-France » entre 2019 et 2021 à Paris et en Seine-Saint-Denis afin de décrire la situation en matière d'offre du crack et d'analyser les trajectoires des usagers de crack, leur mobilité spatiale et leurs besoins sanitaires et sociaux. Une méthodologie qualitative a été menée afin de recueillir l'expérience des usagers à partir d'entretiens (54) et d'observations ethnographiques sur les lieux de consommation et de vente, espaces au sein desquels des discussions informelles ont pu avoir lieu. Ces entretiens ont été complétés par des entretiens avec des professionnels de la réduction des risques et de la prise en charge des addictions (46) à Paris et en Seine-Saint-Denis.

Décalage

Le premier constat de la recherche est que l'expression des attentes et des besoins chez les usagers de crack est souvent difficile en entretien, les usagers ne se sentant pas toujours légitimes pour les énoncer. Ce sentiment de non légitimité est à mettre en lien avec la faible estime de soi éprouvée par une partie de ces usagers, en particulier

¹ Jauffret-Rousteide M. *Les villes face à l'usage de drogues dans l'espace public : quels modèles en dehors de nos frontières*, The Conversation, 12 mars 2020.

<https://theconversation.com/les-villes-face-a-lusage-de-drogues-dans-lespace-public-quels-modeles-hors-de-nos-frontieres-133083>

² Boekhout Van Solinge T. « L'héroïne, la cocaïne et le crack en France. Trajectoire et politique », 1996. Ingold F.-R., Toussaint M. (1994)

La consommation du crack à Paris en 1993 : données épidémiologiques et ethnographiques. Paris, IREP, 15 p.

³ Jauffret-Rousteide M. *Les drogues dans l'espace public : quelle éthique de la ville pour les candidats à la présidentielle*, The conversation, 3 octobre 2021. <https://theconversation.com/drogues-dans-lespace-public-quelle-ethique-de-la-ville-pour-les-candidats-aux-presidentielles-169141>

⁴ Cadet-Tairou A, Jauffret-Rousteide M, Gandilhon M, Dambélé S, Jangal C. *Crack en Île-de-France. Note Inserm-OFDT*, janvier 2021.

<https://www.ofdt.fr/publications/collections/notes/synthese-des-principaux-resultats-de-letude-crack-en-ile-de-france/>



les plus précaires, qui ont été confrontés au cours de leur vie à de nombreux traumatismes renforcés par la dureté de la vie à la rue et par la persistance de discours discriminants à leur encontre. Un des résultats intéressants de notre recherche est que quand ces besoins sont exprimés, ils peuvent parfois apparaître au premier abord en décalage avec les discours des professionnels. Les usagers de crack rencontrés dans la recherche ont déclaré des besoins simples, à savoir « se loger, se nourrir, être entourés » et mettre à distance le crack par le sevrage. Sur cette dimension du sevrage, les usagers demandent pour la plupart à être partie prenante de ce choix, ils ne font pas mention de « désintoxication forcée », mais de l'importance pour eux de mettre à distance le crack qui occupe trop de place dans leur vie et génère de la souffrance, tant en lien avec l'expérience de l'assuétude qu'en raison de la précarité de leurs conditions de vie. Pour les usagers, ce désir de sevrage est parfois à interpréter comme un « idéal » de rupture avec des contextes de vie éprouvants et des parcours de vie fragilisés. Le sevrage peut être alors perçu comme le seul moyen de rompre avec leur milieu souvent marqué par la précarité et la violence. Les professionnels rencontrés dans la recherche évoquent plutôt la nécessité de proposer dans un premier temps aux usagers « des pauses dans leur consommation » avant d'envisager un sevrage. Cette différence de formulation peut être le reflet de difficultés réelles rencontrées par les professionnels au quotidien dans leur travail auprès des usagers de crack, fait parfois d'échecs de tentatives de sevrage liées au manque de lits disponibles, à la continuité de l'hébergement post-sevrage facilitant les rechutes ou aux rendez-vous manqués par les usagers quand la place de sevrage intervient trop tard après la formulation d'une première demande.

Régulation des usages

Dans la recherche, des exemples réussis de sorties d'un usage problématique du crack ont pu être mentionnés à la fois par les professionnels et les usagers. Les pistes énoncées comme favorisant ces transitions sont la prise en charge des comorbidités psychiatriques, les occupations et interactions sociales, et l'accès à l'hébergement. La pandémie de Covid-19 a été l'occasion de mettre à disposition 400 places d'hébergement pour les usagers de crack à Paris. Cette opportunité créée dans un contexte d'urgence sanitaire a été une forme d'expérimentation en vie réelle qui a montré son intérêt dans la régulation des usages de crack. Une fois mis à l'abri, une bonne partie des usagers rencontrés ont diminué les prises, en particulier celles qui remplissaient la fonction de supporter le quotidien éprouvant de la vie à la rue. Ces dispositifs

d'hébergement de type Phase et Assore ont permis d'introduire une pause dans des vies chaotiques et rudes. Ils ont été prometteurs pour infléchir des trajectoires d'usagers de crack vers l'insertion ou la (re)mise en place de liens sociaux, sanitaires et familiaux, à condition d'inclure des travailleurs sociaux, des psychiatres ou des psychologues. Ces mêmes usagers ont également fait part de l'intérêt des espaces de consommation qui leur permettent de consommer des produits par injection ou inhalation dans un espace sécurisé, à l'abri des regards. Ces résultats de recherche montrent encore une fois qu'au-delà des produits, ce sont les contextes dans lesquels les usagers les consomment qui en accentuent les dommages quand les usages sont dérégulés.

Justice sociale

L'analyse de l'expression des attentes et des besoins issus de la recherche Crack en Île-de-France montre la nécessité d'entrer dans une ère nouvelle de la réduction des risques, plus globale et moins centrée exclusivement sur la prévention du risque infectieux. Notre analyse montre que le sevrage ou la pause dans la consommation ne sont pas opposés à la réduction des risques incluant la mise à disposition d'espaces de consommation. Ces deux approches sont compatibles à condition que la demande puisse venir de la personne concernée et qu'elle ne soit pas imposée comme une contrainte. Les controverses sur les usagers de crack dans l'espace public auront eu le mérite de mettre en évidence l'importance d'enrichir la politique de réduction des risques par une politique de réhabilitation sociale et de justice sociale. Cette politique a démontré son intérêt en Europe en particulier au Danemark où l'usage de crack est en augmentation et associé à la précarité dans sa face visible, sans toutefois avoir donné lieu à des scènes ouvertes en raison de la prise en compte de la dimension sociale de cette question complexe¹.